

# Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

## Clause de six mois de l'ALÉNA

**Le lendemain des rumeurs voulant qu'un acte de retrait soit en cours de rédaction pour permettre aux États-Unis de se retirer de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), le président Donald Trump a dit à ses homologues canadien et mexicain qu'il ne prévoyait pas se retirer de l'accord à l'heure actuelle.**

Le processus de renégociation de l'ALÉNA a été ralenti par plusieurs enjeux relatifs au Congrès, en commençant par la difficulté à confirmer la nomination du prochain représentant pour le commerce des États-Unis, Robert Lighthizer.

Or, le président Trump pourrait toujours changer d'idée et décider de se retirer de l'accord. Pour ce faire, des sources américaines informées affirment que l'ALÉNA contient une clause qui permet au président de se retirer en donnant un avis de six mois au Canada et au Mexique. De plus, la législation américaine exige également qu'un avis de six mois soit donné au Congrès pour permettre aux législateurs de réagir et possiblement de décider de prendre une direction différente.

Si M. Trump met effectivement fin à l'ALÉNA avec le Canada et le Mexique, les accords de libre-échange bilatéraux (ALE) qui ont été suspendus lors de l'entrée en vigueur de l'ALÉNA seraient automatiquement rétablis. Par conséquent, les tarifs américains sur les importations mexicaines reviendraient au taux consolidé de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et les produits agricoles, les automobiles et les pièces d'automobiles, les textiles et l'acier des États-Unis feraient probablement l'objet de hausses tarifaires importantes.

Le retrait de l'ALÉNA serait extraordinairement compliqué, puisqu'il aurait des conséquences

économiques majeures pour les États-Unis, tant sur le plan des emplois que de l'accessibilité des produits, ont affirmé des initiés américains. C'est la principale raison pour laquelle la renégociation de l'accord semble être la meilleure option pour le président Trump.

### **Les Membres confirment la nomination de l'ambassadeur kényan Stephen Karau à titre de nouveau président des négociations sur l'agriculture**

Lors de la première réunion du Groupe de négociation sur l'agriculture depuis que l'ambassadeur de la Nouvelle-Zélande auprès de l'OMC Vangelis Vitalis a quitté son poste de président du groupe pour retourner dans son pays d'origine en novembre 2016, tous les Membres se sont réunis le 26 avril pour nommer officiellement l'ambassadeur kényan Stephen Karau à titre de nouveau président du Groupe de négociation sur l'agriculture de l'OMC ainsi que de président du sous-comité sur le coton.

« Je suis honoré de la confiance que les Membres me portent et j'aimerais vous assurer que je m'acquitterai de mes tâches avec détermination et dévouement », a souligné l'ambassadeur Karau lors de la réunion.

« Les enjeux techniques et politiques entourant les négociations sont complexes, mais il n'y a pas que cela. L'agriculture joue un rôle central dans nos discussions à l'OMC. Et la nourriture est essentielle à notre vie. Par conséquent, nous avons tous un intérêt dans ces négociations », a-t-il ajouté, reconnaissant la charge de travail impressionnante qui l'attend et le rôle central que joue le groupe de négociation dans les pourparlers actuels menant à la

prochaine Conférence ministérielle de l'OMC (CM11) qui aura lieu à Buenos Aires en décembre.

« Je sais que la confiance est essentielle dans mon nouveau rôle de président et je m'engage à travailler de manière juste, objective et transparente avec toutes les délégations. Je serai toujours prêt à vous écouter et je respecterai vos points de vue », a-t-il affirmé, ajoutant que le consensus et la transparence seront de mise dans le cadre des pourparlers sur l'agriculture.

Les Membres s'attendent maintenant à reprendre leur travail sur les enjeux qu'ils veulent voir inclus dans le programme de la CM11. L'ambassadeur Karau prévoit organiser une réunion ouverte non officielle durant la seconde moitié du mois de mai pour discuter de ce travail à accomplir ainsi que des autres enjeux comme la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire et le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS).

« Je sais que nous n'avons pas de temps à perdre avec la Conférence ministérielle de Buenos Aires qui arrive à grands pas », a déclaré en concluant l'ambassadeur Karau.

### **Les préoccupations s'intensifient concernant le dérapage dans les avis sur les subventions**

Lors de la réunion du 25 avril du comité sur les subventions et les mesures compensatoires, le président, l'ambassadeur coréen auprès de l'OMC Jindong Kim, a encore une fois exprimé des inquiétudes concernant le dossier « décourageant » des Membres qui ne respectent pas leur obligation d'informer l'OMC de leurs subventions sur une base annuelle.

Citant le plus récent rapport préparé par le secrétariat de l'OMC, le président a rappelé au comité que 79 Membres n'ont toujours pas envoyé leur avis sur leurs subventions pour 2015, malgré la date limite de la mi-2015, que 60 Membres n'ont pas encore soumis leur avis pour 2013 et que 55 ne l'ont pas encore remis pour 2011. Plusieurs de ces Membres n'ont soit jamais

soumis d'avis ou l'ont fait dans un passé lointain.

Les États-Unis, appuyés par l'Australie, le Canada, le Taipei chinois, l'UE et la Nouvelle-Zélande, ont indiqué que le taux de conformité eu égard aux exigences relatives aux avis était « alarmant » et que les chiffres de 2015 sont les pires depuis 1998.

De manière indépendante, les États-Unis ont présenté à nouveau une proposition qui établirait des dates limites auxquelles les Membres devraient répondre à des questions concernant leurs niveaux de subvention. La proposition, qui avait d'abord été présentée de manière informelle en 2014, exigerait que des réponses écrites soient fournies dans les 60 jours aux questions écrites et dans les 30 jours aux questions de suivi.

La Chine et les États-Unis continuent de se disputer au sujet des critiques américaines sur les avis relatifs aux subventions de la Chine.

### **Les hauts fonctionnaires du PTP se réuniront à Toronto la semaine prochaine**

À la fin de la rencontre du PTP à Vina del Mar, au Chili, les ministres du Commerce du PTP ont demandé à leurs hauts fonctionnaires de « se rencontrer et de se consulter en préparation à la prochaine réunion des ministres en marge de la réunion de l'APEC (*Coopération économique Asie-Pacifique*) qui regroupera les ministres responsables du commerce les 20 et 21 mai 2017 ».

La prochaine réunion des hauts fonctionnaires doit avoir lieu à Toronto les 2 et 3 mai, selon une source informée. Les hauts fonctionnaires des 11 pays doivent poursuivre leur remue-méninges sur la voie à suivre pour le PTP, maintenant que les États-Unis s'en sont retirés. Le groupe doit proposer des suggestions dont les ministres du Commerce discuteront plus tard en mai à Hanoï, au Vietnam, en marge de la conférence ministérielle de l'APEC.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : [www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.poulet.ca](http://www.poulet.ca), [www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca), [www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca), [www.chep-poic.ca](http://www.chep-poic.ca)

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

